

« LE MODÈLE ACTUEL D'EHPAD N'A PAS D'AVENIR »

Aujourd'hui vice-président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA), après plusieurs années de présidence, Pascal Champvert reste l'un des principaux acteurs engagé pour la qualité de vie des personnes âgées et le soutien aux directeurs du secteur. Nous l'avons rencontré pour qu'il nous fasse partager son regard sur l'évolution des établissements mais aussi celui de la société sur nos anciens.

Le Jas : Du manque d'attractivité des métiers à la pénurie des moyens, en passant par les importants taux de vacances, de nombreux professionnels s'inquiètent aujourd'hui de l'avenir des Ehpad. Quel est votre point de vue sur ce sujet ?

Pascal Champvert : Nous avons besoin d'accueils collectifs pour les personnes âgées et le modèle actuel d'Ehpad n'a pas d'avenir selon moi. Car il est trop sanitaire, sécuritaire et donc mortifère pour la dignité et la vie sociale des résidents. Tout le monde s'en rend compte d'ailleurs, en particulier depuis la crise du Covid. À l'époque, rappelez-vous, certains souhaitaient même faire des Ehpad des « citadelles dans lesquelles le Covid n'entrerait pas ». Et si les Français ont été confinés pendant quelques mois, certains établissements ont en revanche choisi de confiner, pour ne pas dire enfermer, leurs résidents pendant bien plus longtemps, parfois un an et demi. C'est ce modèle trop sanitaire qui dysfonctionne aujourd'hui.

Dans les années 70, un sociologue canadien, Erving Goffman, disait qu'il ne pouvait y avoir d'ilots de totalitarisme dans une société démocratique. À l'époque, il faisait référence aux prisons et aux hôpitaux psychiatriques, mais aussi aux maisons de retraite. Cela m'avait choqué, mais force est de reconnaître

aujourd'hui qu'il avait raison. Aujourd'hui, la crise est totale et notre modèle d'Ehpad n'a donc aucun avenir.

En 2018, sous l'impulsion de Marie-Anne Montchamp, alors présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), on a beaucoup soutenu un rapport dédié à l'aide à domicile axé sur la définition du sens de cette mission. Car la logique domiciliaire ne consiste pas seulement à laisser la possibilité aux personnes de rester dans leur domicile historique avant de les accueillir en Ehpad lorsqu'aucune autre solution n'est possible. Il s'agit aussi de savoir mettre en place des structures qui soient des domiciles, mais offrant des services adaptés. Nous devrions nous inspirer du Danemark, où on a abandonné les établissements de personnes âgées au profit de domiciles regroupés avec de grands espaces privatifs et des espaces communs. Cela permet aux vieux Danois qui ont des fragilités, de vivre dans leur propre domicile, même s'il ce n'est pas leur domicile historique. Ils sont chez eux et peuvent continuer à rencontrer d'autres personnes. Et c'est aujourd'hui très important car la solitude gangrène de plus en plus la société et les vieux en sont les premières victimes.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'aide à domicile effectuée par les services, il faut aussi être vigilants car elle ne peut se résumer à « la dame

doit être propre et son logement doit être nettoyé ». De ce point de vue, l'idée de consacrer l'utilité des temps de convivialité est très intéressante. Et si une telle idée risque de se heurter au récit des manques de moyens, elle reste cependant très utile pour contribuer à faire avancer un changement de culture devenu nécessaire dans l'approche de l'aide à domicile et dans les établissements.

Le Jas : Mais dans une période où l'on sacralise les normes et le sécuritaire, comment réussir ce changement de culture ?

P.C. : En attendant la multiplication d'habitats regroupés, l'ouverture des Ehpad au monde extérieur me semble essentielle. Restaurants ouverts, bureaux de votes, commerces, des crèches... Il faut à la fois veiller à ce que les personnes âgées puissent sortir mais aussi à ce que le monde extérieur puisse rentrer dans les établissements. À condition que cela se fasse dans le cadre d'une réelle volonté de changement. À titre d'exemple, on rencontre encore trop d'établissements dans lesquels la présence d'une crèche sert de gadget. Certes, les plus âgés et les plus jeunes y partagent un même toit, mais on veille surtout à maintenir des cloisons bien étanches pour que les vieux n'attrapent pas la

maladie des enfants et les enfants celle des vieux. Tout cela n'a pas de sens.

En revanche, faire en sorte qu'il y ait une véritable démarche intergénérationnelle avec des professionnels en charge des activités communes, voilà qui constitue un réel objectif ambitieux et réalisable. Ce qu'il faut, c'est donc plus de moyens, mais surtout un changement profond sur la mission et la culture des établissements. Ils doivent s'ouvrir à la culture du psycho-social, seule à même de faire en sorte que l'on soit bien par rapport à soi-même et par rapport aux autres. On devrait aussi rétablir une véritable approche de l'hôtellerie et de la restauration dans les établissements. Il n'est pas normal que ce soit l'aide-soignante qui vienne servir les repas en blouse blanche. Nous devrions être capables de former les professionnels à cette approche. Or, la plus grande partie des professionnels qui exercent à l'heure actuelle a été formée en hôpital ou en clinique. On pourrait dire la même chose sur les infirmières ou encore les directeurs. Il s'agit bien là de la question de la vision de ce que nous devons aux personnes âgées. Certains ministres l'ont bien compris, comme Roselyne Bachelot ou encore Fatiha Khattabi. Je pense qu'il en est de même du nouveau ministre en charge des Solidarités et de l'Autonomie, Paul Christophe, qui préfère parler de « *bien vivre* » plutôt que de « *bien vieillir* ».

VOUS AVEZ DIT « CITOYENNAGE » ?

L'AD-PA a développé une démarche qui s'appelle « Citoyennage ». L'idée est d'aider les personnes qui vivent en établissement ou à leur domicile à s'exprimer sur les sujets de société. À cette fin, des rencontres régionales sont organisées avec le soutien de la CNSA afin de permettre à ces personnes de s'exprimer. Les résultats de ces échanges sont ensuite publiés dans un support intitulé *Les e.Chos de Citoyennage*.

Pour en savoir plus : citoyennage.fr

Le Jas : Votre association ne tient pas un discours de défense corporatiste des établissements car vous pensez que la réflexion doit être beaucoup plus globale et s'interroger sur la notion même de vieillissement. Au fond, c'est parce que la vieillesse est perçue dans notre société comme une difficulté qu'elle génère des réactions de type totalitaire. Comment bannir cette barrière des âges dans la société de demain ?

P.C. : Aujourd'hui, pour se rassurer, on tente de faire croire qu'il n'y a qu'une solution : les gens peuvent rester à leur domicile le plus



longtemps possible jusqu'à ce que leur situation ne le leur permette plus. Puis après, ils entreront dans des établissements du fait de leur dépendance. C'est une vision très restrictive de la dignité humaine car on crée une barrière entre les personnes dites dépendantes et les autres. Espérons d'ailleurs que le simple mot de « *dépendant* » n'existera plus dans dix ans et qu'il sera réprimé par la loi tant il est stigmatisant à l'égard des personnes âgées dans une société où tout le monde se veut autonome et indépendant. Donc la lutte contre les discriminations débute par une lutte contre certains termes du vocabulaire. C'est d'ailleurs ce qu'a entrepris le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge.

Plus globalement, il faut s'attaquer à la racine du mal. Toute discrimination est basée sur des peurs. S'agissant de l'âgisme, il y a la peur de mourir dans une société qui a totalement exclu la question de la mort et il y a aussi la peur de vieillir dans une société où tout le monde aime à se persuader qu'on est toujours jeune même quand on est vieux. Qui ne connaît pas autour de lui des personnes qui refusent de fêter leur

anniversaire car cela leur rappelle qu'elles vieillissent ? Peut-être devrait-on leur rappeler ce que disait Molière : « *Si vous ne voulez pas vieillir, il faut mourir jeune* » ! Tout cela signifie que l'âgisme est quelque chose qui gangrène notre société. Et cela se vérifie notamment dans les arbitrages politiques et financiers qui ne sont jamais faits en faveur des plus anciens.

On devrait faire le contraire et bien intégrer dans la lutte contre les discriminations la question de l'âgisme comme une priorité. Quand on parle d'investir sur l'avenir, on pense tout naturellement aux jeunes, ceux qui ont 20 ou 30 ans aujourd'hui. Mais il y a un petit détail que les sociétés traditionnelles ne perdent jamais de vue mais que nous, nous avons tendance à oublier : l'avenir de chaque membre du groupe, c'est d'être vieux. Autrement dit, l'avenir de chacun d'entre nous, y compris les jeunes, est bien d'être vieux. S'occuper de la problématique du vieillissement est donc dans l'intérêt de tous. ■